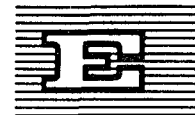


NATIONS UNIES



CONFÉRENCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

ROME, 5-16 Novembre 1974

Distr.

RESTREINTE

E/CONF.65/C.1/L.24/Add.2

15 novembre 1974

FRANÇAIS

ORIGINAL: ANGLAIS

PREMIERE COMMISSION

PROJET DE RAPPORT DE LA PREMIERE COMMISSION

Vice-Président-Rapporteur: M. Abu Hakim (Inde)

Rapporteur: M. Ulf Hjertonsson (Suède)

Supplément

II. DISPOSITIONS A PRENDRE POUR DONNER SUITE AUX RECOMMANDATIONS OU AUX RESOLUTIONS DE LA CONFERENCE ET METTRE AU POINT DES MECANISMES APPROPRIES (point 9 (f) de l'ordre du jour)

78. A sa ... réunion, le Comité a débattu des dispositions institutionnelles à prendre concernant l'action complémentaire, qui seront sans doute recommandées par la Conférence, pour soumission à la deuxième Commission chargée de ce point de l'ordre du jour de la Conférence.

79. Le débat a porté sur deux principaux plans de dispositions institutionnelles: premièrement la nécessité de susciter une volonté politique et des échanges de vues sur les grands problèmes mondiaux posés par le développement alimentaire et agricole; deuxièmement, le besoin de résolutions institutionnelles susceptibles de permettre une mise en oeuvre coordonnée des programmes et projets de développement agricole, moyennant la mobilisation des ressources et leur utilisation efficace. Sur les deux plans, on a souligné qu'en déterminant quelles seraient les formules les plus adéquates en matière de dispositions institutionnelles, il fallait garder à l'esprit l'absolue nécessité d'une action rapide.

80. Plusieurs orateurs ont fait valoir la nécessité de créer un nouvel organe au niveau ministériel, qui serait chargé d'assurer au développement agricole et rural la haute priorité qui lui est essentielle et de coordonner l'action complémentaire. Quelques autres orateurs ont exprimé l'opinion selon laquelle les institutions et organes existants pourraient mettre efficacement en oeuvre l'action complémentaire à condition qu'on accroisse leurs ressources et qu'on renforce ou modifie leur organisation. A leur avis, on pourrait parvenir à la coordination souhaitée au niveau politique par l'intermédiaire de l'ECOSOC ou de réunions au niveau ministériel au sein des organes existants de la FAO. Ils ont souligné la nécessité de tirer le parti maximal des institutions existantes - notamment la FAO - qui s'occupent du développement agricole et rural et de l'acheminement des capitaux destinés au développement agricole, et qui ont fait leurs preuves dans ce domaine. Quelques-uns parmi ces orateurs ont estimé que l'efficacité des institutions existantes avait été amoindrie par la faible priorité accordée à l'agriculture par le passé et l'insuffisance des fonds consacrés à ce secteur. D'autres orateurs ont déclaré qu'il fallait réexaminer les institutions internationales existantes en vue d'en améliorer l'efficacité, puis les restructurer en fonction des responsabilités nouvelles et considérables qui leur seront réservées.

Résumé des travaux

81. A sa ... réunion, le Comité, après en avoir délibéré, décide de transmettre à la deuxième Commission un résumé des opinions exprimées par les délégations au cours du débat, de manière que la deuxième Commission puisse en tenir compte dans ses recommandations globales en séance plénière sur l'action complémentaire.

82. Outre les résolutions mentionnées au paragraphe 57, le Comité a reçu trois projets de résolution qu'il est convenu de considérer séparément. Il s'agit des projets de résolution suivants:

Fonds international pour le développement agricole (E/CONF.65/C.1/L.19/Rev.1)

Réduction des dépenses militaires en vue d'accroître
la production alimentaire (E/CONF.65/C.1/L.11/Rev.1)

Aide alimentaire aux victimes des guerres coloniales
d'Afrique (E/CONF.65/C.1/L.26)

Fonds international du développement agricole

Compte rendu des débats

83. La Commission a reconnu la nécessité urgente d'un accroissement sensible de l'assistance à l'agriculture des pays en développement afin d'aider ces derniers à renforcer comme il convient leur production alimentaire et à accélérer leur expansion agricole. Elle a donc souscrit avec une vive satisfaction à la proposition formulée par de nombreux pays à l'effet de créer un Fonds international du développement agricole.

84. La Commission a souligné que les contributions au Fonds, qui seraient volontaires, devraient s'ajouter aux fonds d'aide et d'investissement déjà fournis à l'agriculture. En ce qui concerne le Conseil d'administration du Fonds, qui serait constitué de représentants des pays développés et des pays en développement dont il reçoit des contributions, ainsi que des pays bénéficiaires, la Commission a insisté sur la nécessité de réaliser un équilibre géographique parmi ces derniers.

85. La Commission s'est félicitée de la proposition tendant à ce que les opérations du Fonds soient menées par le truchement des institutions existantes. Pour ce qui est du type des projets et programmes que le Fonds financerait, la plupart des orateurs ont estimé qu'il faudrait mettre essentiellement l'accent sur les projets

visant à accroître la production alimentaire, y compris l'élevage et les pêches, et que le domaine d'activité du Fonds ne devrait pas être étendu au développement rural en général. Toutefois, quelques autres orateurs ont dit que le Fonds devrait également s'occuper de projets concernant le développement rural et le développement agricole en général, y compris la foresterie.

86. La Commission a souligné l'urgente nécessité de mesures immédiates pour établir le Fonds et le faire fonctionner et elle a accueilli avec satisfaction la proposition tendant à ce que le Secrétaire général des Nations Unies convoque d'urgence une réunion de tous les pays et organismes intéressés pour mettre au point les détails de sa création. Plusieurs orateurs ont exprimé l'espoir que des mesures juridiques seront rapidement élaborées à cet effet.

Résumé des délibérations

87. A sa ... séance du ... , la Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par les pays suivants: Bahreïn, Gambie, Inde, Iran, Jordanie, Koweït, Mexique, Maroc, Pays-Bas, Oman, Pakistan, Philippines, Arabie saoudite, Sierra Leone, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Emirats arabes unis, Venezuela et Viet-Nam (E/CONF.65/C.1/L.19). A sa ... séance, elle a été saisie d'un projet révisé de résolution patronné par les pays suivants: Afghanistan, Algérie, Australie, Bahreïn, Bangladesh, Egypte, Gambie, Inde, Indonésie, Iran, Jordanie, Koweït, Libye, Malaisie, Mexique, Maroc, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Philippines, République du Viet-Nam, Arabie saoudite, Sierra Leone, Sri Lanka, Qatar, Soudan, République arabe syrienne, Tunisie, Emirats arabes unis et Venezuela (E/CONF.65/C.1/L.19/Rev. 1). La Commission a examiné ce texte, l'a approuvé sans vote à sa ... séance et est convenue de le transmettre à la plénière pour décision.

Réduction des dépenses militaires pour accroître la production alimentaire

Compte rendu des débats

88. La Commission a examiné cette question lors de ses et séances du ... et du ... novembre 1974.

89. La plupart des orateurs ont souligné la nécessité de réduire les dépenses militaires afin de favoriser le développement. Evoquant la disproportion énorme entre les dépenses militaires et les montants actuellement prévus pour l'aide au développement agricole, ils ont demandé que les sommes ainsi libérées servent à financer la production alimentaire dans les pays en développement et à constituer des réserves à utiliser en cas d'urgence. Pour certains de ces orateurs, c'est aux pays développés qu'il incombe de prendre l'initiative en la matière, car leurs dépenses militaires sont beaucoup plus élevées que celles des pays en développement. Quelques autres orateurs ont également fait valoir que les pays en développement doivent faire face à la menace du colonialisme, du sionisme et de l'impérialisme. Ils devraient renforcer avant tout leur capacité d'autodéfense et protéger leur souveraineté et leur indépendance. Demander aux pays en développement de réduire leurs dépenses militaires non seulement ne saurait en aucun sens résoudre l'urgent problème de la faim dans le monde d'aujourd'hui, mais encore

irait à l'encontre de la sécurité des nombreux pays petits et moyens. D'autres orateurs ont déclaré que l'accélération du développement de la production alimentaire et de l'agriculture ne saurait attendre, vu son caractère d'urgence, et ne devrait pas dépendre d'éventuelles réductions des dépenses militaires. A leur avis, de telles réductions sont certes nécessaires mais devraient être pratiquées indépendamment de toute considération alimentaire et agricole; d'ailleurs, on s'emploie déjà à le faire.

Résumé des délibérations

90. A sa ... séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par le Pérou. Elle l'a examiné lors de sa ... séance. A la suite de consultations officieuses, un projet révisé a été mis au point, que la Commission a examiné à sa ... séance et ...

Aide alimentaire aux victimes des guerres coloniales en Afrique

Compte rendu des débats

91.

/ã suivre/

Résumé des délibérations

/ã suivre/